

N°202512ACCUEIL

CONTRAT

MARCHE DE PRESTATION DE SERVICES D'ACCUEIL EXTERNALISÉ ET DE CONCIERGERIE DE LA DIRECTION REGIONALE DE LYON DE FRANCE TRAVAIL AUVERGNE- RHONE-ALPES

Procédure prévue à l'article R.2124-1 du code de la commande publique

DISPOSITIONS PARTICULIERES

A- Identité des parties

Le présent marché est conclu entre :

France Travail Auvergne-Rhône-Alpes, établissement public administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière (13000548119820), représenté par son directeur régional, Monsieur Michel SWIETON, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité : 13 rue Crépet – CS 70402- 69364 Lyon cedex 07

Ci-après dénommé « France Travail Auvergne-Rhône-Alpes »
d'une part,

Et la personne morale :

Indiquer la raison ou dénomination sociale, l'adresse, les numéros de téléphone, le courriel, la forme juridique et le numéro SIRET du candidat.

Si différent, indiquer la raison ou dénomination sociale, l'adresse, les numéros de téléphone, le numéro SIRET et le courriel du service ou de l'établissement chargé de l'exécution des prestations objet du marché.

représentée par :

Indiquer les nom, prénom, qualité, numéros de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ Agissant en qualité de candidat individuel
- ☐ Agissant en tant que mandataire du groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique conformément au Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu

ci-après dénommé « le Titulaire »
d'autre part.

B- Avance

En application de l'article IX.4 du Contrat, le Titulaire indique :

- ☐ renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article ;
- ☐ ne pas renoncer au bénéfice de l'avance prévue à ce même article.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition suivante :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Pourcentage de répartition de l'avance
	%
	%
	%

C- Coordonnées bancaires ou postales

Les sommes dues au titre du marché sont libérées par virement sur le compte bancaire ou postal dont le relevé BIC IBAN est joint.

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du marché public sont versées, lorsque le groupement est conjoint, sur le compte de chacun des membres du groupement conformément à la répartition des prestations figurant à la rubrique B des Dispositions particulières (relevés BIC IBAN joints) ou, lorsque le groupement est solidaire, sur le compte unique géré par le mandataire du groupement.

Joindre le ou les relevés BIC IBAN au dossier de consultation

D - Le cas échéant, groupement conjoint d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique sous une forme conjointe, les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme indiqué ci-dessous :

Désignation des membres du groupement d'opérateurs économiques	Prestations exécutées ou lieux d'exécution des prestations

E - Notification du marché *(rubrique réservée à France Travail)*

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que cette rubrique est réservée à France Travail.

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché public, une copie du présent contrat



via le profil d'acheteur

Fait à , le

Signature du représentant de France Travail
Auvergne-Rhône-Alpes :

Table des matières

I - OBJET DU MARCHÉ	5
II - DUREE ET FORME DU MARCHÉ	5
III- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
IV – DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS ATTENDUES	6
V-MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	7
VI-MODALITES D’EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC	7
VI.1-Conditions d’exercice de l’hôte/hôtesse d’accueil affecté(e) au marché	7
VI.2-Absence de pouvoir de représentation	8
VI.3-Appui technique du Titulaire	8
VI.4-Personnels affectés par le Titulaire à l’exécution des prestations	8
VI.5-Lutte contre le travail dissimulé	9
VI.6-Pénalités	10
VII CONTROLE D’EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC	10
VII.1-Mise en place du marché	10
VII.2-Pilotage du marché	11
VII.3-Obligations de moyens	11
VII.4-Autorité	11
VII.5-Clause d’insertion sociale	11
VIII-OBLIGATIONS DES PARTIES	12
VIII.1-Obligations communes	12
VIII.2-Obligations du Titulaire	12
VIII.3-Obligations de France Travail	13
IX - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ	13
IX.1 - Forme et contenu des prix	13
IX.2 - Révision des prix	14
IX.3 - Modalités de paiement et de facturation	14
IX.4 - Avance	15
X – DISPOSITIONS DIVERSES	15
X.1 - Dispositions applicables aux groupements d’opérateurs économiques	15
X.2 - Dispositions applicables en cas de sous-traitance	16
X.3 - Assurances	16
X.4-Protection des données personnelles	17
X.4.1-Traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de France Travail	17
X.4.2-Autres traitements de données personnelles	18
X.5 - Modifications relatives au Titulaire du marché	19
X.6 - Lutte contre le travail illégal	19
XI- RESILIATION	20
XI.1. Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire	20
XI.2. - Résiliation unilatérale	21
XII- LITIGES	21

DISPOSITIONS GENERALES

PREAMBULE

En application de l'article L. 5312-10 du code du travail, France Travail est organisé de manière déconcentrée, en une direction générale et des directions régionales. France Travail a en particulier pour mission d'accueillir, informer, orienter et accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel, de prescrire toutes actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité, de favoriser leur reclassement et leur promotion professionnelle, de faciliter leur mobilité géographique et professionnelle et de participer aux parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Soucieux d'apporter à la Direction Régionale de Lyon un service d'accueil performant, France Travail a décidé de recourir aux services d'un Titulaire spécialisé dont le personnel d'accueil est formé aux techniques de réception, de communication, d'accueil visiteurs ainsi qu'à la bureautique.

Par ailleurs la mise en place d'une conciergerie a également été décidée afin de mettre à la disposition des employés de la Direction Régionale différents services (pressing, cordonnerie, nettoyage véhicule...)

I - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de service d'accueil externalisé au sein de la Direction Régionale Auvergne-Rhône-Alpes de Lyon et par lequel France Travail donne pour mission au Titulaire, sous la seule responsabilité de ce dernier, d'affecter, de former, d'encadrer et de diriger des équipes d'hôtes ou d'hôtesse d'accueil et de mettre en place les moyens nécessaires à la bonne réalisation de cette prestation.

II - DUREE ET FORME DU MARCHÉ

Le marché est conclu à compter du 01/01/2026 pour une période ferme courant jusqu'au 31/12/2027, puis reconductible par tacite reconduction une fois pour une période de deux ans calendaires.

Aux fins de dénonciation, France Travail se prononce au moins trois mois calendaires avant l'échéance de la période ferme d'exécution du marché. Faute de décision notifiée dans ce délai, France Travail est considéré comme ayant accepté la reconduction. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du marché ; il ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché.

III- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant et dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seule foi en cas de contestation :

- Le Contrat
- Le Bordereau des prix
- Le cadre de réponse portant proposition technique du Titulaire,
- La ou les Demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.
- La Charte des achats responsables.

Les avenants, le cas échéant, conclus en cours d'exécution du marché en sont également des pièces constitutives.

IV – DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues au titre du marché sont les suivantes :

- Assurer le respect rigoureux de la procédure d'accueil établie par France Travail,
- Distinguer les différentes catégories de visiteurs (agents de France Travail et personnes extérieures),
- S'assurer de l'identité des visiteurs,
- Accueillir les visiteurs de façon conviviale, rapide et sûre, avertir le service concerné de l'arrivée des visiteurs, organiser leur attente si nécessaire,
- Émargement lors de manifestations dans l'amphithéâtre et l'atrium ou sessions LAB
- Préparation des salles avec la mise en place du café d'accueil pour des événements de 20 personnes maximum dans l'amphithéâtre et l'atrium ou sessions LAB
- Prendre en charge les appels internes
- Renseigner et orienter les visiteurs pour les réunions, les entretiens et les dépôts de dossier
- Maîtriser les outils de gestion de l'accueil (télé portier...)
- Contribuer à l'organisation des salles de réunion (planning, orientation) via l'outil mis à disposition par France Travail
- Réaliser de la mise sous pli
- Préparer diverses pochettes et documentations
- Réceptionner et suivre les marchandises (colis) auprès des différents services de la Direction Régionale
- Gérer une messagerie Outlook dédiée au poste d'accueil
- Gérer les badges visiteurs et le contrôle d'accès aux ascenseurs
- Saisir des données dans un tableur Excel
- Réceptionner les offres d'entreprises (enveloppes avec récépissés) lors des appels d'offres.
- Gestion et exploitation de la conciergerie en proposant aux salariés de la Direction Régionale de France Travail Auvergne-Rhône-Alpes des services de proximité tels que le nettoyage de véhicules, pressing, couture, cordonnerie, serrurerie, livraison de courses alimentaires, esthétique, coiffeur....

Précisions sur la nature des prestations d'accueil attendues :

- ◆ Assurer la bonne tenue de l'espace accueil
- ◆ Mise à jour des divers documents de l'accueil
- ◆ Mise à jour des tableaux de bord du service Suivi des Contrats Nationaux/Moyens Généraux
- ◆ Appeler les taxis

Précisions sur la nature des prestations de conciergerie attendues :

- ◆ Services proposés exécutés par des partenaires spécialisés sélectionnés par le prestataire pour leur compétence et leur professionnalisme.
- ◆ Mise en relation entre l'utilisateur et (le ou) les partenaires sélectionnés par le prestataire.
- ◆ Informer les utilisateurs de services, avant toute commande, que le partenaire fournit sa prestation sous son entière responsabilité et non sous celle du prestataire ou de France Travail.
- ◆ Le suivi qualitatif de toutes les prestations de conciergerie.
- ◆ **Les demandes de prestations de conciergerie sont évaluées à 3 heures hebdomadaires et peuvent se réaliser durant le temps de travail de l'agent d'accueil en fonction des besoins des salariés.**

Les prestations décrites ci-dessus peuvent évoluer dans le temps à la demande de France Travail en lien avec l'interlocuteur dédié.

V-MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

■ Le lieu d'exécution

Les prestations se dérouleront dans les locaux de France Travail Auvergne-Rhône-Alpes à la Direction Régionale, 13 rue Crépet, 69007 Lyon.

■ Plages horaires

Tous les jours ouvrés soit 43h30 par semaine réparties de la manière suivante :

- du lundi au jeudi de 8h00 à 17h00,
- le vendredi de 8h00 à 15h30.

Le personnel doit être opérationnel pour effectuer les prestations demandées dans les plages horaires ci-dessus décrites.

Si les horaires d'ouverture au public à la Direction Régionale sont modifiés pendant la durée du contrat, un avenant sera signé afin de modifier les plages horaires du personnel.

■ Langues : Français

■ Tenue Vestimentaire

Le personnel mis en place devra avoir une présentation soignée et une tenue vestimentaire professionnelle adaptée au public reçu. Les visiteurs de la Direction Régionale peuvent être des personnes représentant : l'Etat, de grands organismes prestataires ou de formation, de grandes entreprises, d'organisations syndicales....

Le personnel portera un badge d'identification mentionnant le nom de l'entreprise.

Un vestiaire fermant à clé est mis à disposition dans les locaux.

■ Détail de l'activité

- Pas de rupture de permanence > à 10 minutes
- Un cahier de consignes doit être réalisé et mis à disposition de l'hôte(sse) par le Titulaire (consignes d'urgence, procédures d'utilisation des différents matériels d'accueil...)

■ Volumétrie de référence

Le nombre de visiteurs par jour est d'environ 30 (soit environ 600 par mois)

■ Moyens matériels

France Travail met à disposition l'ensemble des moyens matériels pour permettre au Titulaire de réaliser les prestations confiées.

Le Titulaire s'engage à en faire un usage strictement professionnel.

France Travail se réserve le droit d'en vérifier le bon usage et toute utilisation contraire sera signalée à l'interlocuteur du Titulaire afin qu'il prenne les dispositions nécessaires pour faire cesser ces pratiques contraires aux engagements contractuels.

■ Connaissances

France Travail considère que la bonne connaissance du site, des interlocuteurs et des procédures est un facteur essentiel de qualité.

VI-MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

VI.1-Conditions d'exercice de l'hôte/hôtesse d'accueil affecté(e) au marché

Le personnel d'accueil exerce sa mission sous l'autorité exclusive de la direction du Titulaire, avec lequel le lien de subordination est maintenu et en toute indépendance, vis-à-vis de la Direction Régionale de France Travail.

VI.2-Absence de pouvoir de représentation

Il est expressément convenu entre les parties que les dispositions du présent contrat, et notamment de son article I, ne pourront en aucun cas être interprétées comme conférant au Titulaire ou à un quelconque de ses préposés une autorisation d'engager France Travail à l'égard des tiers, à quelque titre que ce soit et en particulier de contracter en son nom et/ou pour son compte, à l'exception de la signature des bons de livraison et la réception de plis dans le cadre de consultation ou appels d'offres diligentés par France Travail.

En conséquence, le Titulaire s'abstiendra de toute attitude ou démarche susceptible d'être interprétée par les personnes et entités auprès desquelles il effectuera ses prestations ou par tout autre tiers au présent contrat, comme lui conférant des missions ou pouvoirs allant au-delà de l'exécution des prestations définies dans le présent contrat.

VI.3-Appui technique du Titulaire

Le Titulaire du marché, en tant que structure d'appui, doit assurer :

- L'encadrement et la supervision du personnel dédié à la mise en œuvre des prestations ;
- La formation professionnelle continue de ce personnel ;
- L'assistance de type secrétariat et standard ;
- La mise à disposition de toute la documentation nécessaire à la bonne exécution des prestations

VI.4-Personnels affectés par le Titulaire à l'exécution des prestations

Le *curriculum vitae* de l'hôte/hôtesse d'accueil est présenté(e) dans la proposition technique du Titulaire.

Le Titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité de la désignation et de la définition du profil du personnel affecté. Il garantit la qualification, les compétences et expériences professionnelles du personnel qu'il affecte à la réalisation du marché.

France Travail se réserve la faculté, à tout moment, pendant l'exécution du marché public, de solliciter par courrier recommandé avec avis de réception postal, dûment motivé par des raisons professionnelles, le remplacement de l'un des personnels affectés à l'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, lui proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; à cet effet, il transmet à France Travail le *curriculum vitae* du remplaçant proposé. Les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où le remplacement intervient à l'initiative du Titulaire, pour quelle que cause que ce soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée (maladie ou accident) de la personne en cause ; dans ce cas, le délai précité de dix jours calendaires court à compter de la date à laquelle le Titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement.

En toute hypothèse, le silence gardé par France Travail dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de réception par ses soins du *curriculum vitae* correspondant vaut acceptation du remplaçant. En cas de refus porté à la connaissance du Titulaire dans ce même délai, le Titulaire est tenu de proposer un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le Titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations de nouveaux personnels à l'exécution des prestations, ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine, dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail.

Sans préjudice des dispositions de l'article VI.4 du présent contrat, le Titulaire se conforme strictement la législation et à la réglementation du travail qui lui est applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché public, demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché public.

Le Titulaire est représenté par un interlocuteur unique dont il fournit le nom et les coordonnées, soit lors de la notification du marché public, soit dans l'offre. Cet interlocuteur est qualifié et a la capacité de prendre toutes décisions concernant l'organisation, le fonctionnement et l'exécution des prestations. Il est par ailleurs demandé au Titulaire du marché public de prévoir un remplaçant unique en cas d'absence

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé que la pérennité et la stabilité du personnel affecté à la réalisation de la prestation confiée, au titre du présent marché, sont déterminantes pour sa bonne fin.

Le Titulaire prend toute disposition nécessaire pour assurer la poursuite, sans interruption des prestations et s'engage à remplacer l'hôte/hôtesse d'accueil dans les délais prévus et qui sont les suivants :

◆ Le cas d'absence imprévue (maladie) :

Le remplacement par un hôte(sse) d'accueil polyvalent préalablement formé(e) dans un délai maximal de deux heures doit être mis en place. A défaut, les pénalités prévues à l'article VI.6 s'appliqueront sans préjudice de l'application de l'article X relatif à la résiliation du contrat.

Dans l'hypothèse où l'absence de l'hôte(sse) d'accueil Titulaire est supérieure à 7 jours calendaires, le Titulaire s'engage à transmettre par mail à l'interlocuteur de France Travail, le curriculum vitae du personnel d'accueil désigné pour le remplacement.

◆ Les cas d'absences prévues (congés, formation...) :

Le remplacement doit être prévu, sans délai, par un hôte(sse) d'accueil préalablement formé(e) aux activités de France Travail. France Travail devra être informé par mail au minimum **1 mois** avant chaque prise de congés. A défaut, France Travail est en droit de le refuser sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'article VI.6.

◆ Cas du remplacement à l'initiative du Titulaire :

Dans le cas où un hôte(sse) d'accueil remplaçant intervient à l'initiative du Titulaire, pour quelle que cause que ce soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée de l'hôte(sse), le Titulaire doit en aviser France Travail par mail dans les **3 jours** à compter de la connaissance de la nécessité du remplacement par le Titulaire.

◆ Cas du remplacement à l'initiative de France Travail :

Dans le cas où France Travail use de sa faculté de solliciter, à tout moment, pendant l'exécution du marché, le remplacement de la personne affectée à l'exécution de la prestation, il en avisera le Titulaire par mail avec accusé de réception, dûment motivé par des raisons professionnelles.

Dans tous les cas énumérés ci-dessus (sauf en cas d'absence imprévue inférieure à 7 jours calendaires), le Titulaire s'engage à désigner un remplaçant(e) de qualification équivalente, à en communiquer le nom et les titres à France Travail, ainsi que le curriculum vitae du remplaçant proposé, au plus tard dans un délai de 10 jours calendaires, à compter de la date du mail ou du courrier recommandé.

L'hôte(sse) remplaçant(e) est considéré(e) comme accepté(e) si France Travail ne fait pas connaître au Titulaire son refus dans un délai de 10 jours calendaires, à compter de la date du mail. En cas de refus, le Titulaire dispose d'un nouveau délai de 10 calendaires pour désigner un autre remplaçant et en informer France Travail.

En toute hypothèse, le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour que ces éventuels remplacements ne perturbent en rien le déroulement et la qualité des prestations fournies, les nouveaux intervenants devant, dans la mesure du possible, être opérationnels au jour du départ des anciens.

Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire.

Le Titulaire déclare, faire son affaire, des litiges avec son personnel qui trouveraient leur source dans une décision de remplacement.

Le personnel remplaçant affecté reste, en toute hypothèse, sous la subordination exclusive de la direction du Titulaire, qui a pour interlocuteur privilégié à France Travail le responsable du service Suivi des Contrats Nationaux/Moyens Généraux en charge du pilotage du marché.

VI.5-Lutte contre le travail dissimulé

Conformément aux dispositions des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du code du travail, le Titulaire produit les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé, tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché public.

Pour ce faire, le Titulaire met en ligne les pièces sur une plateforme électronique mise à disposition par France Travail à l'adresse suivante : www.e-attestations.com.

Le Titulaire s'inscrit sur la plateforme, à l'aide des identifiants qui lui sont communiqués à la notification et dépose, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public les documents suivants :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois. ;
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste, à télécharger sur la plateforme, est établie à partir du registre unique du personnel et précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il télécharge une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'emploie pas de salariés étrangers.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que, l'article D.8222-5 du code du travail, lui impose de procéder à ces mêmes vérifications à l'égard de ses sous-traitants, ainsi que les vérifications relatives aux attestations sociales et fiscales, dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter à chacun, excède le montant prévu à l'article R.8222-1 du code du travail.

VI.6-Pénalités

Les pénalités applicables, dans le cadre du présent marché, sans mise en demeure préalable et à compter du premier jour calendaire de retard sont la conséquence du non-respect par le Titulaire des engagements contractuels :

- Non-respect de l'heure de prise de poste : 25 € par heure de retard
- Retard dans le processus de remplacement de l'hôte(sse) en cas d'absence imprévue : en cas d'absence non remplacée dans les 2 heures, une pénalité d'un montant de 50 € par heure non remplacée sera effectuée.
- Non-transmission des documents dus au titre du contrat (rapport bimestriel, statistiques mensuelles...) : 50 € par document non transmis.
- Non-exécution des prestations (hôte(sse) non remplacé(e)...): non-paiement des prestations + 100 € par jour de retard.

Le montant cumulé des pénalités ne saurait, en tout état de cause, dépasser 5 000 euros. Ce montant atteint, France Travail se réserve la faculté de résilier le marché, aux torts exclusifs du Titulaire, conformément aux dispositions de l'article X du présent contrat.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé, de ce que l'application des pénalités définies au présent article, ne revêt en aucun cas un caractère libératoire.

En cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché public.

VII CONTROLE D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

VII.1-Mise en place du marché

Après notification du marché au Titulaire, une réunion de lancement, entre le Titulaire et le service Suivi des Contrats Nationaux/Moyens Généraux de France Travail, permettra une présentation effective des spécificités de France Travail et facilitera le commencement de la réalisation de la mission par le Titulaire. Lors de cette rencontre, un tutorat de l'hôte/hôtesse d'accueil par un agent du service Suivi des Contrats nationaux/Moyens Généraux de France Travail sera programmé pour lui permettre d'appréhender, les particularités des missions

qui lui sont confiées. La durée de ce tutorat est fixée du début du contrat, pour une période de 5 jours. En cas de changement de personnel, la formation sera assurée par le Titulaire uniquement.

Outre ces échanges, seront remis aux intervenants, diverses documentations dont l'organigramme, la liste téléphonique des agents par site de France Travail, les numéros des différentes plateformes, ainsi que les modes opératoires et procédures associés.

Chacune des parties désigne l'un de ses salariés, qui sera l'interlocuteur exclusif de l'autre partie pour l'exécution du présent contrat. Chacune des parties pourra, à tout moment, changer son représentant, à charge pour elle d'en informer par mail l'autre partie.

VII.2-Pilotage du marché

L'interlocuteur du Titulaire, au sein de France Travail, est le Responsable du service Suivi des Contrats nationaux/Moyens Généraux, qui demeure le seul interlocuteur du Titulaire.

Afin de suivre la bonne exécution de ce marché, le service Suivi des Contrats Nationaux/Moyens Généraux de France Travail Auvergne-Rhône-Alpes rencontrera annuellement, à minima le Titulaire afin de faire un point sur le niveau de performance de ce dernier. A cette fin, le Titulaire présente :

- La synthèse des statistiques mensuelles visées à l'article VII.5 du présent contrat (nombre d'appels, nombre de visite, prestations effectuées... pour le présent marché)
- La liste des incidents rencontrés et la façon dont ils ont été traités.

Cependant, en plus de cette réunion annuelle, la Direction Régionale de France Travail ou le Titulaire peuvent, à tout moment, demander la tenue d'une réunion de suivi de la prestation.

VII.3-Obligations de moyens

Le Titulaire déclare posséder les capacités professionnelles lui permettant d'effectuer les prestations à la pleine satisfaction de France Travail et s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation, à tout moment de sa mission.

Le Titulaire s'engage, en particulier, à affecter à l'exécution des prestations un personnel disposant des compétences nécessaires et d'une expérience minimale de 12 mois. Dans la mesure du possible, le Titulaire s'engage à assurer le maintien du même personnel affecté aux prestations demandées par France Travail. Le Titulaire s'engage, de même, à dispenser à son personnel toute formation requise.

VII.4-Autorité

Il est expressément convenu que le personnel affecté par le Titulaire, à la réalisation de la prestation définie au présent contrat, restera placé sous son autorité et sa responsabilité exclusive, ce que le Titulaire rappellera aux salariés concernés.

Ces personnels resteront, à tout moment, les préposés du Titulaire sur lesquels ce dernier assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la sécurité, la discipline. France Travail s'interdit toute embauche directe du personnel du Titulaire, sans son autorisation expresse.

Toute réclamation de France Travail concernant le comportement d'un hôte(sse) d'accueil doit être formulée par écrit, en précisant de façon claire et concise, les motivations de la réclamation et les faits reprochés.

VII.5-Clause d'insertion sociale

VII.5.1 -Définition de l'engagement

Sur chaque année d'exécution du marché, le Titulaire s'engage à accueillir pendant une période limitée appelée Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP), un travailleur, demandeur d'emploi ou toute personne en parcours d'insertion pour lui permettre de se confronter à une situation réelle de travail.

Les objectifs de cette immersion consistent à :

- Faire découvrir les métiers ou le secteur du Titulaire
- Confirmer un projet professionnel
- Initier une démarche de recrutement

La PMSMP a une durée minimum d'1 semaine de travail à 1 mois maximum.

VII.5.2 - Modalités de réalisation de l'engagement

Toute immersion professionnelle donne lieu à la signature d'une convention PMSMP (site internet : <https://immersion-facile.beta.gouv.fr/>), établie au moins 10 jours avant le démarrage de la prestation et précisant en particulier :

- les dates de début et de fin de la période d'activité,
- le nombre d'heures de présence et les horaires,
- le lieu de l'immersion,
- les objectifs visés et la nature des tâches confiées,
- le nom et la fonction de la personne chargée d'accompagner le bénéficiaire au sein de la structure d'accueil,
- les modalités d'évaluation.

VII.5.3 - Modalités de contrôle de l'engagement

Le Titulaire transmet à France Travail annuellement tous les éléments permettant le contrôle de la réalisation par le Titulaire de son engagement d'insertion sociale. Les justificatifs correspondants sont joints.

VIII-OBLIGATIONS DES PARTIES

VIII.1-Obligations communes

◆ Le règlement intérieur :

Le travail devant être effectué dans les locaux de France Travail, il est précisé que le règlement intérieur de France Travail sera applicable au personnel du Titulaire présent dans les locaux, uniquement pour sa partie hygiène et sécurité.

VIII.2-Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage, à ce que les prestations telles qu'elles ont été définies, soient conformes aux engagements pris par lui dans le cadre des documents contractuels et réalisées de façon professionnelle :

- Le Titulaire s'engage à accomplir les prestations objet du marché avec tout le sérieux nécessaire en tenant compte des directives reçues.
- Le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions utiles, afin d'honorer ses engagements tels qu'ils sont définis dans le présent contrat.
- Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de toutes les contraintes afférentes à la réalisation de ses prestations et des résultats attendus par France Travail, en avoir apprécié la nature, l'importance et être parfaitement capable de les satisfaire.
- Il déclare être capable de répondre aux objectifs de France Travail qu'il connaît parfaitement.
- L'usage par le personnel du Titulaire du téléphone, photocopieur est strictement interdit pour tout usage personnel.
- France Travail se réserve le droit de refuser les services de tout agent mis en place par le prestataire ne remplissant pas les conditions mentionnées ou de demander son remplacement, notamment en cas de négligence dans sa tenue, son comportement ou son service (incorection à l'égard du public ou des personnels de France Travail, indécatesse, utilisation des matériels non prévus).
- Indépendamment des contrôles effectués par France Travail, le Titulaire est tenu de contrôler régulièrement son personnel, pour s'assurer de la bonne exécution des prestations conformément à l'article VI.4 du présent contrat.

Le Titulaire emploie et rémunère son personnel sous sa responsabilité exclusive, au regard des obligations fiscales et sociales. Il s'engage à tenir à la disposition de France Travail, tout justificatif attestant du respect des dispositions concernées.

Le Titulaire a l'obligation de respecter la législation du travail en vigueur, notamment, celle relative au temps de travail.

De plus, Il s'engage à assurer une formation spécifique à chaque hôte(sse) nommé(e) sur le site en tenant compte de la formation de base nécessaire, à l'égard des prestations physiques et de bureautique.

Le personnel du Titulaire se tiendra strictement à l'écart des affaires internes de France Travail.

Le Titulaire s'engage à garder, strictement confidentielles, toutes les informations qui ont été portées à sa connaissance, dans le cadre de la prestation, objet du présent cahier des charges.

En particulier, il s'engage à observer la plus grande discrétion quant aux techniques, méthodes et procédés appartenant à France Travail et/ou dont il aura été amené à partager la connaissance, du fait de l'exécution de sa prestation et de sa présence dans les locaux de France Travail. Il s'engage également à faire observer par son personnel cette obligation de réserve. Cette obligation de confidentialité demeure aussi longtemps que France Travail n'a pas donné son consentement express. Ces informations ne peuvent être utilisées pour de la publicité directement ou indirectement.

Le Titulaire fournit un livret de procédures.

Le Titulaire informe son personnel des consignes à respecter. Celles-ci sont portées au livret de procédures et doivent être signées, par chaque intervenant affecté à l'accueil. Les consignes de sécurité, les conditions particulières d'exécution de la prestation et les préconisations en vigueur sont portées au livret : la société Titulaire et son personnel doivent se conformer à ces directives.

Le Titulaire informe son personnel des consignes à respecter. Il ne peut rien faire, au-delà des conditions du présent contrat, sans engager sa seule et totale responsabilité.

Le Titulaire doit également avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité auprès d'une compagnie d'assurance solvable, dont une attestation est annexée aux présentes. Celui-ci doit le garantir contre tout type de dommage matériel ou immatériel qu'il causerait à France Travail, à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent contrat, que ce soit de son propre fait ou de celui de ses employés.

A la demande de France Travail et à la signature du marché, le Titulaire sera tenu de produire l'attestation d'assurance susvisée.

VIII.3-Obligations de France Travail

France Travail s'engage à payer le Titulaire dans les conditions prévues à l'article IX du présent contrat.

France Travail s'interdit d'adresser, quelques observations, que ce soit à tout salarié du Titulaire. Par conséquent, toutes remarques sur la qualité de la prestation sont transmises au Titulaire représenté dans le cadre des présentes par l'interlocuteur désigné.

France Travail facilite la tâche du Titulaire, en lui fournissant tous les éléments d'information nécessaires à l'accomplissement de ses missions. L'ensemble des informations est fourni par le représentant désigné de France Travail.

IX - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

IX.1 - Forme et contenu des prix

Le marché public est conclu au prix forfaitaire figurant au bordereau des prix.

Les prix sont réputés complets et comprennent notamment : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ; tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, y compris les

éventuels frais de déplacement des personnels, de transport, la totalité des frais de gestion, y compris les frais de représentation et de coordination du mandataire dans le cas où le Titulaire du marché public est un groupement d'opérateurs économiques.

IX.2 - Révision des prix

Les prix mentionnés dans le bordereau de prix du Titulaire sont fermes pour la première année d'exécution du marché et sont révisés annuellement, à la date anniversaire, conformément aux dispositions ci-après, sauf dispositions réglementaires contraires (blocage des prix par exemple).

Les prix sont révisables chaque année.

Ils sont révisés, au 1^{er} janvier 2027, par application au prix indiqué sur bordereau des prix, de la formule suivante sous réserve de non-dépassement d'un plafond maximum d'augmentation fixé à 2,5%.

$$P = PO \times (T/TO)$$

Dans laquelle :

- PO : Prix initial
- P : Prix ajusté
- T : Indice Syntec du mois de juillet de N -1, N étant l'année de la révision
- TO : Indice Syntec du mois de juillet 2025 (indice= 320,3) publié par la fédération SYNTEC

Les prix révisés s'appliquent au premier jour d'exécution des prestations de la période de reconduction.

Les prestations du présent marché font l'objet d'une facturation mensuelle et **sont (est)** obligatoirement accompagnée des statistiques mensuelles de l'activité.

La TVA est appliquée au taux légal au jour de la facturation.

IX.3 - Modalités de paiement et de facturation

En application des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures sont adressées via la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017. La transmission d'une facture par une autre voie n'est pas prise en compte.

Elles portent à *minima* les mentions suivantes :

- La raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques, du mandataire du groupement ainsi que celle du membre du groupement ayant exécuté la prestation
- Son numéro SIRET et, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers
- La date d'établissement et le numéro de la facture
- Le numéro du marché public
- Le numéro du bon de commande SAP
- La prestation facturée et le mois facturé
- Le taux et le montant de la TVA applicable
- Le montant total TTC
- Le type de compte, bancaire ou postal, et les coordonnées bancaires ou postales du compte sur lequel les sommes sont à verser.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les factures sont émises, chacun en ce qui le concerne, par les membres du groupement et visées par le mandataire du groupement qui atteste de la conformité des dites factures aux stipulations du marché public

En cas de changement de coordonnées bancaires ou postales, le Titulaire en informe France Travail par courrier recommandé avec accusé de réception auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

Dans tous les cas, le montant à régler au Titulaire est arrêté par France Travail qui notifie, le cas échéant au Titulaire, le fait qu'un avoir doit être établi pour tenir compte notamment des pénalités ou réfections imposées.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 jours, à compter de la date de réception de la facture. Dans le cas contraire, le délai précité de trente jours court à compter de la réception du dernier livrable ou de la dernière pièce justificative. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

IX.4 - Avance

La notification du marché public et chaque période contractuelle suivante en cas de reconduction ouvrent droit au versement d'une avance d'un montant de 5% du montant TTC des prestations forfaitaires.

La demande du Titulaire à bénéficier de cette avance ou son renoncement à en bénéficier est stipulée à la rubrique B des Dispositions particulières du Contrat. A défaut de stipulation expresse, le Titulaire est considéré comme renonçant à bénéficier de l'avance.

L'avance est remboursée à France Travail par précompte du montant total de chaque facture reçue à compter 3ème mois suivant la notification du marché ou sa reconduction jusqu'au complet remboursement de l'avance.

L'avance prévue au présent article ne présente pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la clef de répartition précisée à la rubrique D des Dispositions particulières de Contrat.

X – DISPOSITIONS DIVERSES

X.1 - Dispositions applicables aux groupements d'opérateurs économiques

Dans le cas où le Titulaire du marché public est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R 2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché public a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché public de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail ; la répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique D des Dispositions particulières du Contrat.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique D des dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché public. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail pour l'exécution du marché public ; toute communication ou notification au titre du marché public est le fait de France Travail au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement Titulaire assume les fonctions de mandataire du groupement jusqu'à l'échéance du marché public.

A première demande de France Travail, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail ; elle ne constitue pas une pièce du marché public.

X.2 - Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé que, compte tenu de leur caractère essentiel, les appels téléphoniques ne pourront en aucun cas être sous-traités conformément à l'article R2193-1 de la commande publique.

Les candidats ont la possibilité de sous-traiter les prestations secondaires éventuellement dissociables des appels téléphoniques sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de l'article R 2193-1 de la commande publique.

Le Titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-9 et R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le Titulaire remet à France Travail contre récépissé ou lui transmet par courrier recommandé avec avis de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement d'une part pendant la première période contractuelle d'exécution du marché, d'autre part et, le cas échéant, pendant les deuxième et troisième périodes contractuelles en cas de reconduction, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de contrat de sous-traitance. Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-10 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées.

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du Contrat.

Le silence gardé par France Travail pendant vingt-et-un jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le Titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelconque prestation au titre du marché avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par France Travail.

A première demande de France Travail, le Titulaire lui transmet une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail ; il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

En application de l'article 5 du règlement n°2022/576 du 22 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, et dès lors que les prestations en cause représentent plus de 10% du montant maximum du marché, le Titulaire s'engage à ne pas avoir recours à un fournisseur, direct ou indirect, qui serait :

- un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi en Russie ;
- une personne morale, une entité ou un organisme dont plus de 50 % des droits de propriété sont détenus, directement ou indirectement, par une personne ou entité russe ou établie en Russie ;
- une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou selon les instructions d'une personne ou entité mentionnées dans l'un des cas ci-dessus.

X.3 - Assurances

Le Titulaire est responsable des dommages causés, directement ou indirectement, par lui ou l'un de ses préposés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché, par des tiers. Il déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public

Le Titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché. A première demande de France Travail, le Titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties concernées.

X.4-Protection des données personnelles

X.4.1-Traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de France Travail

a) Traitement autorisé, réglementation applicable et lieu d'hébergement

Le Titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de France Travail, les données personnelles nécessaires à l'exécution du marché public pour les finalités et aux conditions décrites dans le présent contrat.

France Travail et le Titulaire s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Les coordonnées du délégué à la protection des données désigné par le Titulaire en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) sont communiquées à France Travail à la notification du marché public. Le délégué à la protection des données de France Travail peut être contacté par courriel à courriers-cnild@pole-emploi.fr ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20.

Sauf accord préalable exprès de France Travail et à peine de résiliation à ses torts exclusifs, le Titulaire traite les données sur le territoire de l'Union européenne uniquement. A première demande de France Travail, il communique la liste exhaustive des pays hébergeant les serveurs de données et des pays à partir desquels les intervenants ont accès aux données.

b) Obligations du Titulaire en matière de protection des données et de sécurité

Le Titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les finalités et selon les instructions figurant au contrat. Dans le cas où il considère qu'une instruction contrevient à la réglementation en matière de protection des données personnelles, le Titulaire en informe immédiatement France Travail ;
- garantir la confidentialité des données personnelles traitées. Notamment, le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données respectent leur confidentialité et bénéficient d'une formation suffisante en matière de protection des données personnelles ;
- prendre en compte les principes de protection des données dès la conception, ainsi que par défaut, prévus à l'article 25 du règlement général sur la protection des données » (RGPD), s'agissant des outils, produits, applications ou services développés ou mis en œuvre pour l'exécution du marché public ;
- le cas échéant, aider France Travail dans la réalisation des analyses d'impact et consultations préalables de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), prévues aux articles 35 et 36 du règlement général sur la protection des données » (RGPD) ;
- mettre à disposition de France Travail l'ensemble des informations nécessaires permettant de démontrer le respect de ses obligations en matière de protection des données personnelles, ou permettant la réalisation d'audits sur pièces ou sur place, par France Travail, un organisme mandaté par ses soins à cet effet ou toute autorité de contrôle à laquelle France Travail est soumis. Le Titulaire contribue également à ces audits ;

- dans le cas où il a recours à un sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article VII.2 du présent Contrat, ou à un fournisseur pour mettre en œuvre tout ou partie du traitement, veiller à ce que le sous-traitant ou fournisseur présente les garanties suffisantes s'agissant de la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles permettant de satisfaire aux exigences de la réglementation en matière de protection des données personnelles. Le recours au fournisseur doit en outre faire l'objet d'une autorisation écrite préalable ;
- dans le cas où il est dans l'obligation, en application du droit de l'Union européenne ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, de procéder à un transfert de données en dehors de l'Union européenne, en informer France Travail avant la mise en œuvre du traitement, sauf interdiction pour des motifs importants d'intérêt public.

Le Titulaire déclare tenir par écrit le registre des activités de traitement prévu à l'article 30 du règlement général sur la protection des données (RGPD).

Sans préjudice des instructions le cas échéant fixées au présent contrat et conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement général sur la protection des données » (RGPD), le Titulaire définit et met par ailleurs en œuvre les mesures techniques et organisationnelles permettant de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes.

c) Information des personnes concernées

France Travail informe les personnes concernées de l'existence du traitement, ainsi que de leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Dans le cas où des demandes d'exercice de ces droits lui sont adressées, le Titulaire transmet ces demandes à France Travail par courriel à l'adresse courriers-cnill@pole-emploi.fr. Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour aider France Travail à répondre à ces demandes.

d) Violation de données personnelles

Dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance, le Titulaire notifie à France Travail, par courriel à l'adresse courriers-cnill@pole-emploi.fr, toute violation de données personnelles. Est jointe la documentation utile permettant, le cas échéant, à France Travail de notifier la violation à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Cette documentation comprend à minima les informations suivantes :

- la description de la nature de la violation de données, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes et de données concernées ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation ;
- la description des mesures prises ou que le Titulaire propose de prendre pour remédier à la violation, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les conséquences.

e) Sortie des données

Le Titulaire détruit l'ensemble des données à caractère personnel traitées, ainsi que leurs éventuelles copies, dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché public. Le Titulaire informe France Travail de la date de cette destruction par ses soins et par ses éventuels sous-traitants ou fournisseurs, dans un délai maximum de huit jours calendaires. Ces dispositions ne sont pas applicables aux fichiers, documents et pièces justificatives que le Titulaire est tenu de conserver pour satisfaire à ses obligations légales et réglementaires.

X.4.2-Autres traitements de données personnelles

Indépendamment du traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de France Travail dans les conditions fixées ci-avant, le Titulaire traite également pour son propre compte des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Il en va de même pour France Travail. France Travail et le Titulaire s'engagent, chacun en ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable en matière de protection de données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met ainsi en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché public ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD). Ces droits s'exercent, pour les traitements mis en œuvre par France Travail, auprès de son délégué à la protection des données et, pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, auprès de son délégué à la protection des données, selon les modalités décrites ci-avant.

Sauf obligation légale et réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché public.

X.5 - Modifications relatives au Titulaire du marché

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à France Travail les modifications survenues au cours de l'exécution du présent marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- A la forme de l'entreprise ;
- A la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- A son capital ;
- Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Ces modifications du marché sont ainsi prévues contractuellement, conformément aux dispositions des articles L.2193-1 à L.2193-9 et R.2193-1 à R.2193-9 du code de la commande publique.

X.6 - Lutte contre le travail illégal

Conformément aux dispositions des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du code du travail, le Titulaire produit, sans autre rappel de France Travail, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Pour ce faire, le Titulaire met en ligne les pièces sur une plateforme électronique mise à disposition par France Travail dont les coordonnées lui sont communiquées à la notification.

Le Titulaire s'inscrit sur la plateforme à l'aide des identifiants qui lui sont communiqués et dépose tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public les documents suivants :

- s'il est établi en France, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois) ;
- s'il est établi ou domicilié à l'étranger, il produit les pièces dont la liste figure à l'article D. 8222-7 du code du travail ;
- dans tous les cas, il produit la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste, à compléter sur la plateforme, est établie à partir du registre unique du personnel et précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

Le cas échéant, en cas de modification des coordonnées de la plateforme, France Travail communique les informations au Titulaire.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que l'article D. 8222-5 et le cas échéant l'article D. 8222-7 du code du travail lui impose de procéder, à l'égard de ses sous-traitants, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage

de sous-traiter à chacun excède le montant prévu à l'article R. 8222-1 du code du travail, soit 5000 €HT à la date de notification du marché.

En complément de ces obligations, sans préjudice des dispositions du 2ème alinéa de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire du marché public, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du code du travail, il remet à France Travail, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1 du même code. A défaut de s'être fait remettre cette déclaration, France Travail adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'Inspection du Travail dans les conditions définies à l'article L. 1262-4-1 du même code.

XI- RESILIATION

XI.1. Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché public est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitudes des renseignements communiqués avant la notification du marché public en application de l'article R 2143-3 du code de la commande publique ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- En cas de contravention à la législation et réglementation du travail ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché public ;
- Lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements ;
- Dans le cas où le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L 2141-1 à L 2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce dès lors que le Titulaire en a informé sans délai les services chargés de l'exécution du marché public ;

Le marché public peut être également résilié aux torts exclusifs du Titulaire :

- Après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du Titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public ;
- Lorsque, enjoint par France Travail, en application des articles L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 al. 1 du même code, le Titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction. Toutefois et compte tenu de la situation du Titulaire notamment lorsqu'il est en cours de régularisation de sa situation, France Travail peut décider de lui accorder un délai supplémentaire pouvant aller jusqu'à deux mois. Lorsque le Titulaire n'a pas régularisé sa situation à l'expiration du délai fixé par France Travail, le marché public est automatiquement résilié sans nouvelle mise en demeure à date d'effet de six mois à compter de l'injonction de France Travail.
- Lorsque, enjoint par France Travail en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du Titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, France Travail transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, France Travail résilie le marché public sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.

- Si le montant cumulé des pénalités prévues à l'article VI.6 du présent Contrat excède 50% du montant annuel des prestations forfaitaires.
- Si la révision du marché entraîne une augmentation supérieure au seuil prévu à l'article IX.2 du contrat.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du Titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché public résilié, aux frais et risques du Titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au ou aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le Titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

XI.2. - Résiliation unilatérale

France Travail peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché public pour des motifs d'intérêt général. La résiliation prend effet à la date fixée par France Travail dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. Le paiement se fait au prorata des prestations réellement exécutées.

XII- LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R. 312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché public est le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à _____, le _____

Fait à _____, le _____

Signature du représentant du Titulaire :
(À revêtir du cachet de la société)

Signature du représentant de France Travail :